

COMMUNE DE MENDE

OBJET :
Examen et
vote du
compte
administratif
2022 –
Budget
annexe
Centre de
Gestion de la
FPT 48

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Publique du 6 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six du mois d'avril, le Conseil Municipal de MENDE s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent SUAU, Maire, en session ordinaire suivant convocations faites régulièrement.

Etaient présents : Monsieur Jean-François BERENGUEL, Madame Françoise AMARGER-BRAJON, Monsieur Vincent MARTIN, Madame Elizabeth MINET-TRENEULE, Monsieur François ROBIN, Monsieur Alain COMBES, Madame Marie PAOLI, Adjoint, Monsieur Raoul DALLE, Madame Ghalia THAMI, Monsieur Francisco SILVANO, Madame Patricia ROUSSON, Monsieur Nicolas TROTOUIN Monsieur Philippe TORRES, Monsieur Thierry JACQUES, Monsieur Christophe LACAS, Madame Stéphanie MAURIN, Monsieur Aurélien VAN de VOORDE, Madame Sonia NUNEZ VAZ, Madame Valérie TREMOLIERES, Madame Betty ZAMPIELLO, Monsieur Bruno PORTAL, Monsieur Karim ABED, Monsieur Philippe POUGET, Madame Emmanuelle SOULIER, Monsieur Jérémy BRINGER, Madame Michelle JACQUES, Conseillers Municipaux.

Par procuration : Madame Aurélie MAILLOLS (Monsieur Jean-François BERENGUEL), Adjoint, Madame Catherine THUIN (Madame Ghalia THAMI), Monsieur Nicolas ROUSSON (Madame Valérie TREMOLIERES), Monsieur Francis DURSAPT (Monsieur François ROBIN), Madame Fabienne HIERLE (Madame Emmanuelle SOULIER), Conseillers Municipaux.

Absents : Monsieur Laurent SUAU, Maire, Madame Régine BOURGADE.

Il a été, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire, pris dans le sein du Conseil, Madame Françoise AMARGER-BRAJON, Adjointe, ayant été désignée pour remplir ces fonctions, les a acceptées. Monsieur le Maire a ouvert la séance.

Monsieur Alain COMBES, Adjoint, expose :

Le Conseil Municipal,

- ◆ **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31,
- ◆ **VU** le Code des Communes et notamment ses articles R.241-14, R.241-15,
- ◆ **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 05/04/2022 adoptant le budget primitif du budget annexe CDG48 de l'exercice 2022,
- ◆ **VU** le compte administratif de l'exercice 2022 du Budget annexe CDG48 dont les résultats globaux s'établissent ainsi qu'il suit :

Nombre de
Conseillers
Municipaux :
▪ en exercice : 33
▪ présents à la
séance : 26
▪ représentés : 5
▪ absents : 2

Date de l'envoi et
de l'affichage de
la convocation :
30 mars 2023

Date de
l'affichage à la
porte de la Mairie
et publication sur
le site internet :
03/05/2023

Indiquer si le
Conseil a décidé
de se former en
comité secret :
Non

		Investissement	Exploitation
RESULTATS ANTERIEURS		-33 841,80	2 414,53
RECETTES	Réalisations	33 841,80	57 532,36
	RàR		
DEPENSES	Réalisations	34 559,35	22 973,13
	RàR		
RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE	Réalisations	-717,55	34 559,23
	Compte tenu des RàR	-717,55	34 559,23
RESULTATS CUMULES DE L'EXERCICE	Réalisations	-34 559,35	36 973,76
	Compte tenu des RàR	-34 559,35	36 973,76
		2 414,41	

- ◆ Considérant que ce compte administratif est strictement conforme à la balance fournie par le Trésorier Municipal,
- ◆ Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Monsieur Alain COMBES,
- ◆ le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de Madame Marie PAOLI, Adjointe,

Après en avoir délibéré, et avec 24 voix pour et 7 absentions, **APPROUVE** le compte administratif du budget annexe CDG 48 de l'exercice 2022.

#signature2#

Pour extrait conforme,
Fait à Mende,
Le Maire,
Laurent SUAU

#signature1#

a présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr